RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE

Axe Lusangi-Maviyakuku, Territoire de Kabambare, Province du Maniema – Août 2019

Points saillants

Sécurité alimentaire

- 45% des ménages ont un SCA pauvre ;
- 44% des ménages ont une diversité alimentaire faible ;
- 92% des ménages souffrent d'une faim modérée.

AME et Abris

- 98% des ménages ont un score AME supérieur à 3 ;
- $2m^2$ est la surface au sol moyenne occupée par personne.

EHA

- 89% des ménages n'ont pas accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500m ;
- Aucun ménage n'a accès à une latrine hygiénique .

Santé

- Il y a 7 structures de santé fonctionnelles qui ont des besoins en point d'eau aménagé, en médicaments, en matériels de laboratoires et en infrastructures EHA.

Education

Les écoles ont besoins :

- De la construction des bâtiments durables ;
- D'infrastructures EHA ;
- De manuels scolaires, pupitres et matériel didactique et récréatif.

Protection

- 74% des ménages estiment ne pas se déplacer de façon sécuritaire dans et autour de leur village.

Logistique

- L'axe est accessible à tous les engins roulants en saison sèche mais difficilement accessible en saison des pluies y compris aux motos et véhicules 4x4.

Couverture téléphonique

- L'axe est couvert par 2 opérateurs mobiles :
  - Airtel
  - Vodacom

RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE

Axe Lusangi-Maviyakuku, Territoire de Kabambare, Province du Maniema – Août 2019

Contexte

L'axe Lusangi-Maviyakuku est situé au nord du territoire de Kabambare, il s'étend sur 35 km depuis Lusangi jusqu'à Mviyakuku, dans le secteur de Bangu Bangu Lulindi, dans la zone de santé de Lusangi, territoire de Kabambare, province du Maniema.

OCHA a lancé une alerte, le 27 juillet 2019, relative à des affrontements opposant depuis le 26 juillet 2019, les maï-maï Malaïka et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et des attaques contre la société minière BANRO qui travaille à Namoya et Salamabila. Ces affrontements ont provoqué, d'après OCHA, un mouvement de population d'environ 1 884 ménages déplacés, qui se sont dirigés vers les localités se trouvant sur l'axe Lusangi-Maviyakuku. En date du 27 juillet 2019, les autorités locales et les humanitaires sur place ont confirmé la présence de déplacés dans cette zone.

Les ménages déplacés n'ont reçu aucune assistance et leurs besoins n'ont pas été évalués. C'est dans ce contexte et avec le soutien de la Commission Européenne (ECHO) qu'ACTED, dans le cadre de son projet intitulé : ***« Réponse flexible aux crises humanitaires et mouvements de population en RDC – Réflex »***, a organisé une évaluation des besoins multisectoriels du 15 au 18 août 2019 dans les villages d'accueil des déplacés ; Lusangi, Kasesa, Mukoko, Kibenga, Matu, Selemba, Kalala, Kalizi, Kilala, Mwanakusu et Maviyakuku. Cette évaluation avait pour but de collecter les informations liées aux vulnérabilités de la population en termes de sécurité alimentaire, Articles Ménagers Essentiels (AME), Abris, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), santé, protection et éducation.

La situation sécuritaire est calme sur l'axe. Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police Nationale Congolaises (PNC) sont présents sur l'axe pour garantir la sécurité. Cependant, aucun acteur humanitaire n'intervient sur l'axe.

Les villages de Lusangi, Kilala et Mwanakusu sont couverts par les réseaux téléphoniques Vodacom et Airtel. Dans le reste des villages de l'axe, le réseau Airtel est disponible alors que le réseau Vodacom n'est capté qu'à des points sporadiques. L'axe n'a aucune institution bancaire ni agence de transfert monétaire (espèce et électronique).

Méthodologie et limites de l'enquête

Un questionnaire ménage a été administré auprès d'un échantillon de **100 ménages**, comprenant **41% de ménages déplacés, 30% de ménages autochtones Famille d'Accueil (FA) et 29% des ménages autochtones Non Famille d'Accueil (NFA).**

Des données qualitatives ont également été collectées lors de groupes de discussion organisés dans 11 villages (Lusangi, Kasesa, Mukoko, Kibenga, Matu, Selemba, Kalala, Kalizi, Kilala, Mwanakusu et Maviyakuku) en présence des chefs de localités, des chefs de groupement, des leaders communautaires, des représentants des déplacés et autres membres des communautés. En complément, les équipes d'ACTED ont conduit des entretiens individuels avec l'infirmier titulaire des Centres de Santé (CS), du médecin chef de zone de santé de Lusangi et des directeurs des écoles de l'axe. Des observations ont aussi été faites au niveau des ménages, des points d'eau et centres de santé pour la consolidation des informations collectées. La crise et l'enquête ayant eu lieu pendant les vacances scolaires, les données sur la fréquentation des écoles actuellement n'ont pas été trouvées. Cependant, des informations ont été collectées à ce sujet au cours des focus group et des entretiens avec les directeurs des écoles.

Démographie

11 villages ont été enquêtés sur l'axe, comprenant **4 659 ménages** dont **2 769 ménages hôtes** (**59%**) et **1 890 ménages déplacés** (**41%**). La démographie de l'axe évalué est présentée en annexe 1 de ce rapport.

Profil socio-économique et accès au marché

Avant la crise, les principales sources de revenus des ménages étaient la **vente des produits agricoles** pour les ménages autochtones NFA (**90%**) et les ménages autochtones FA (**83%**) et **la vente des produits d'élevage** pour les ménages déplacés (**71%**). Actuellement, **la vente des produits d'agriculture** reste la principale source de revenu des ménages autochtones NFA (**86%**), des ménages autochtones FA (**90%**) et **le travail agricole dans le champs d'un tiers** pour les ménages déplacés (**63%**) à raison de 1 500 FC pour le défrichage des herbes sur une surface de 10 m^2.

Le revenu mensuel moyen des ménages a diminué de 90% depuis la crise, passant de 150 447 FC avant la crise à 14 741 FC actuellement. Les ménages autochtones FA sont les plus affectés avec une baisse de **92%** de leurs revenus mensuels moyens passant de 329 009 FC à 26 234 FC.

74% des ménages sont endettés, avec un endettement moyen de **54 290 FC** ; cet endettement représente **368%** du revenu mensuel moyen des ménages après la crise. Les ménages autochtones NFA et FA (**93%**) sont les plus endettés avec respectivement un endettement moyen de 128 768 FC et 4 424 FC, représentant respectivement 491% et 154% de leur revenu mensuel moyen après la crise.

L'axe Lusangi-Maviyakuku est long de 35 km et dispose de **deux petits marchés**. Un marché permanent se trouve à Lusangi et un marché ouvert tous les jeudis se trouve à Kasesa. Ces deux marchés fournissent aux populations des vivres et non vivres en petite quantité. Il y a cependant deux grands marchés, un à Wamaza (à 60 km de Lusangi) et un à Salamabila (à 120 km de Lusangi) où les ménages vont s'approvisionner en vivres et non vivres en grande quantité. Cependant pour aller à Samabila, il existe diverses barrières routières (10 comptabilisées) ce qui oblige les passants à payer diverses taxes ce qui décourage certains commerçants à fréquenter ce marché et qui réduit la possibilité d'accéder aux marchandises pour la population de l'axe Lusangi-Maviyakuku.

L'arrivée des déplacés sur l'axe s'est accompagnée d'une augmentation des prix pour certains articles[1].

Aucun ménage ne disposait d'un stock alimentaire lors de l'enquête.

Figure 1: Revenu mensuel moyen des ménages avant la crise et actuellement (en FC)

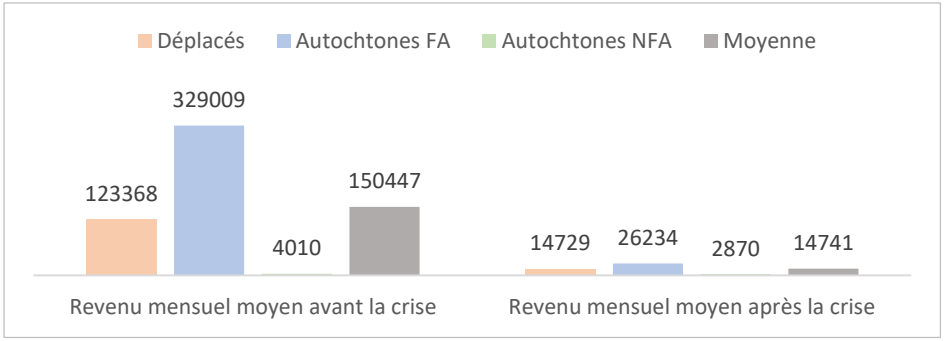
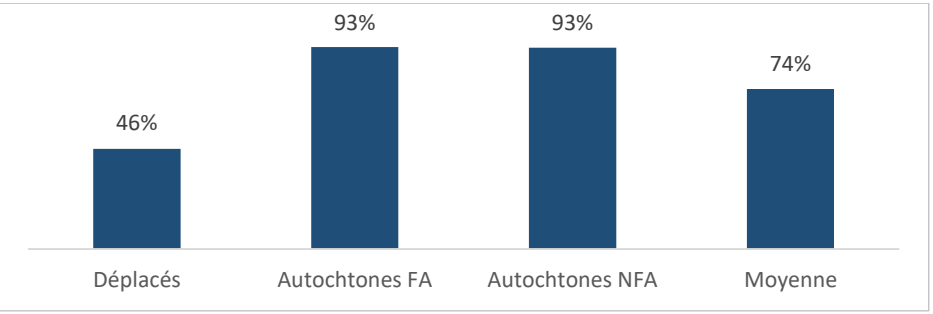


Figure 2: Proportion de ménages endettés



[1] Voir annexe 4 « Variation des prix sur l'axe ».

Accès à la terre et pratiques agricoles

Avant la crise, tous les ménages avaient accès à la terre et tous pratiquaient l'agriculture alors qu'**actuellement 61% pratiquent l'agriculture. Cependant** tous les ménages ont déclaré avoir accès à la terre. Les ménages déplacés sont les plus affectés, avec **7%** seulement pratiquant l'agriculture sur les **100%** ayant accès à la terre, contre **100%** qui pratiquaient l'agriculture avant la crise. De plus, **51%** des ménages pratiquent l'agriculture vivrière et **31%** des ménages pratiquent l'agriculture maraichère.

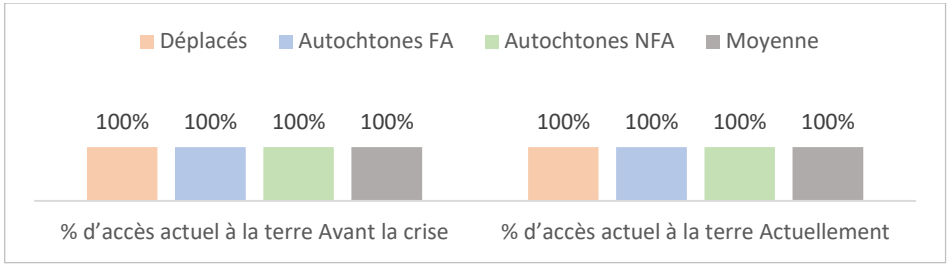
L'ordre de préférence des pratiques agricoles actuelles est différent de l'ordre des préférences agricoles des ménages, ce qui signifie que la crise qui a justifié l'alerte de même que des crises anciennes **ont eu un impact sur les types de semences cultivées**. Si les semences étaient disponibles, les ménages cultiveraient aussi le haricot et le maïs.

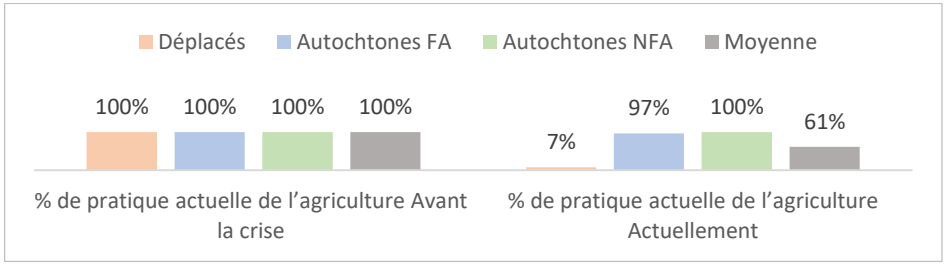
Par ailleurs, les ménages ont déclaré faire face à plusieurs contraintes inhérentes à la production agricole, notamment **le manque des semences** (selon 61% des ménages), **le manque d'outils aratoires** (selon 51% des ménages) et **l'insécurité dans la zone** (selon 51% des ménages).

Tableau 1 - Pratiques et préférences agricoles des ménages

Importance des pratiques actuelles			Préférences si des semences de qualité étaient disponibles		
	Vivrières	Maraîchères		Vivrières	Maraîchères
1	Riz	Amarante	1	Riz	Tomate
2	Manioc	Tomate	2	Maïs	Amarante
3	Arachide	-	3	Arachide	-
4	-	-	4	Haricot	-

Figures 3: Activités génératrices de revenu des ménages avant la crise et actuellement





Sécurité alimentaire

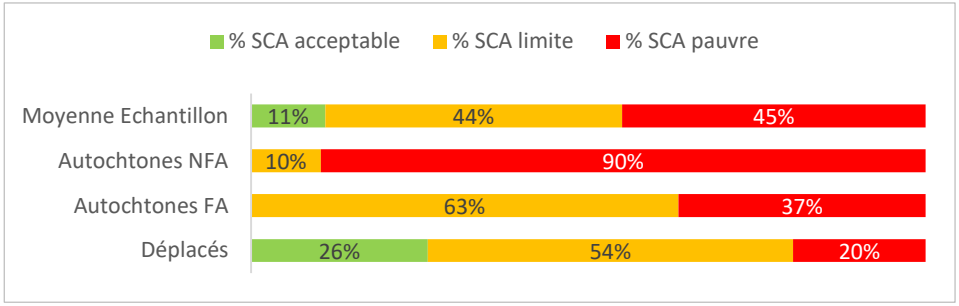
❖ Score de consommation alimentaire (SCA)

Le SCA moyen est de 30,5 et **45% des ménages présentent un SCA pauvre** (Score de Consommation alimentaire inférieur à 28), tandis que 44% ont un SCA limite et 11% acceptable.

Les groupes alimentaires les plus consommés sont **les céréales et tubercules** (en moyenne 7 jours par semaine), **les huiles et graisses** (en moyenne 6,9 jours par semaine) et **les légumes et feuilles** (en moyenne 4,7 jours par semaine) ; les groupes les moins

consommés sont les fruits (en moyenne 0,4 jours par semaine), les légumineuses et oléagineux(en moyenne 0,6 jours par semaine) et la viande et poisson (en moyenne 1,4 jours par semaine).

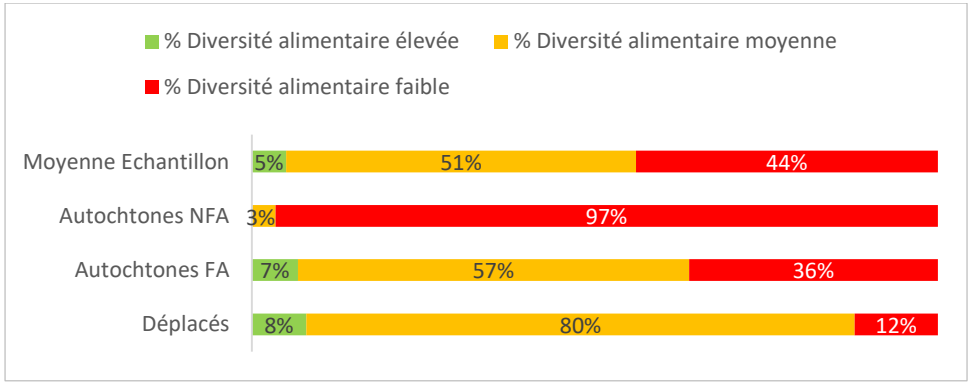
Figure 4: Score de consommation alimentaire des ménages (par statut)



❖ Score de diversité alimentaire (SDAM)

Le SDAM moyen des ménages est de 4,6 et en moyenne, **44% des ménages ont une diversité alimentaire faible**. Comme vu précédemment, les groupes d'aliments les plus consommés par les ménages sont les céréales/tubercules, les huiles et graisses, les légumes et feuilles. De plus les aliments proviennent principalement, de la **propre production** pour les céréales et l'huile (**53%**), ainsi que du **travail contre nourriture** pour les légumes/feuilles (**24%**) et tubercules (**11%**).

Figure 5: Score de diversité alimentaire des ménages (par statut)



❖ Indice des stratégies de survie (ISS)

L'indice moyen des stratégies de survie simplifié est de 19,9. Par ailleurs, l'ISS moyen est plus élevé chez les ménages autochtones FA (23,7). Face à l'insuffisance alimentaire, les ménages ont recours à différentes stratégies négatives de survie dont, principalement, **la consommation des aliments moins coûteux ou moins préférés** (98% des ménages, en moyenne 3 jours/semaine), **la réduction de la quantité des repas** (98% des ménages, en moyenne 3 jours/semaine), **la réduction du nombre journalier de repas** (96% des ménages, en moyenne 3 jours/semaine), **l'emprunt des aliments ou compter sur l'aide des amis / voisins / famille** (95% des ménages, en moyenne 2 jours/semaine) et **la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants** (75% des ménages, en moyenne 2 jours/semaine).

L'ISS moyen adapté est de 26,3. A noter que **l'ISS adapté prend en compte deux stratégies de survie supplémentaires par rapport à l'ISS simplifié**, notamment **la consommation du stock de semences de la prochaine saison** (51% des ménages, en

moyenne 1 jour/semaine) et **la récolte/consommation des cultures immatures** (55% des ménages, en moyenne 1 jours/semaine).

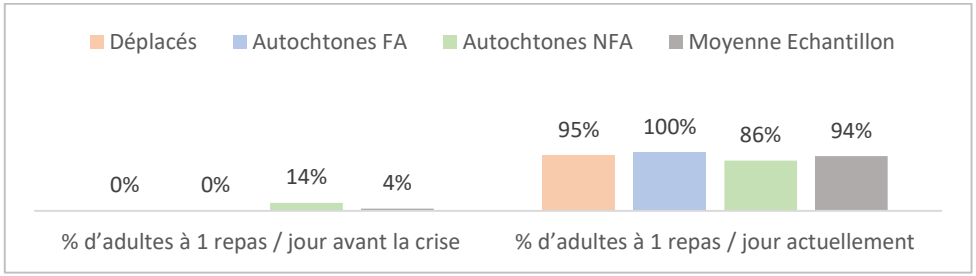
Tableau 2: Indice des stratégies de survie simplifié et adapté

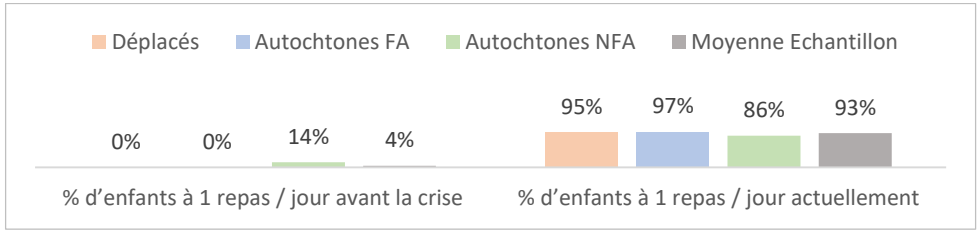
	ISS moyen simplifié	ISS Moyen Adapté
Déplacés	23,0	29,5
Autochtones FA	23,7	28,3
Autochtones NFA	11,7	19,9
Moyenne Echantillon	**19,9**	**26,3**

❖ Nombre de repas journaliers

Avant la crise, les adultes comme **les enfants prenaient en moyenne 2,1 repas** par jour alors qu'**actuellement les adultes et les enfants ne prennent en moyenne qu'1,1 repas par jour**. Pour rappel, **96%** des ménages ont affirmé avoir recours à la réduction du nombre des repas journaliers, 3 jours par semaine en moyenne, pour faire face à l'insuffisance alimentaire dans les ménages.

Figure 6 : Proportion d'adultes et enfants ne consommant qu'un repas par jour

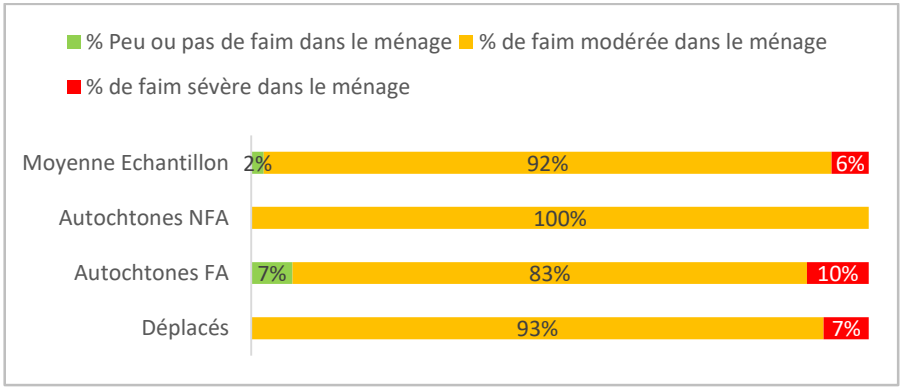




❖ Indice domestique de la faim dans les ménages

Comme illustré ci-dessous, **6% des ménages souffrent d'une faim sévère, 92% des ménages souffrent d'une faim modérée** tandis que 2% souffrent de peu ou pas de faim.

Figure 7: Indice domestique de la faim



Abris et articles ménagers essentiels (AME)

Parmi les ménages rencontrés sur l'axe, **59% vivent dans leurs propres abris/parcelles** (autochtones) et **41% vivent en famille d'accueil** (exclusivement les déplacés). **62%** de ces toits suintent en saison des pluies et 55 % d'entre eux présentent un risque d'affaissement. **2% des ménages déplacés ont une promiscuité des grands enfants et des parents. De plus 5% de l'ensemble des ménages ont une promiscuité entre grands enfants filles et garçons. Au sein des abris, une personne occupe en moyenne 2 m²** . Par ailleurs, les ménages autochtones FA sont les plus affectés avec 1,6 m² par personne.

Le score card AME moyen des ménages est de 3,9 et **98% des ménages présentent un Score Card AME supérieur à 3** (seuil de vulnérabilité critique selon la matrice de classification du RRMP). Les ménages autochtones sont les plus vulnérables, avec 100% d'entre eux ayant un score card AME supérieur à 3. Comme illustré sur le tableau ci-dessous, on constate que les ménages ont besoin des bassines (seulement 0,6 par ménage), de outils aratoires (0,6 par ménage) et de couvertures/draps (0,6 par ménage). Cependant, les ménages souhaiteraient plutôt recevoir, par ordre de priorité, les gobelets métalliques, couteaux de cuisine, savon de lessive, casseroles, assiettes, cuillères métalliques, couvertures, natte, matelas, bâches, bassine, habits pour femme, bidons et habits pour enfant.

Figure 8: Proportion de ménages ayant un score card AME égal ou supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique)

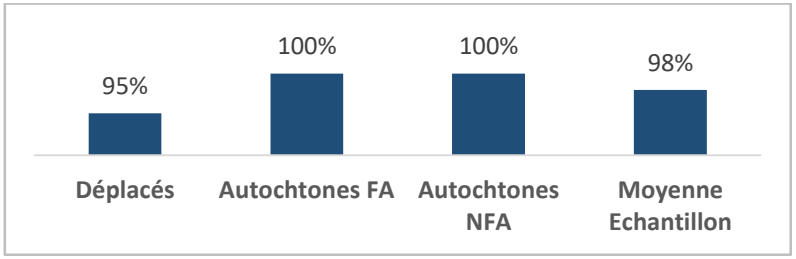


Tableau 3 : Nombre moyen d'articles possédés par ménage

En nombre d'articles	Déplacés	Autochtones FA	Autochtones NFA	Moyenne
Capacité totale bidons rigides (en litres)	13,5	26,2	21,5	**19,6**
Casseroles de 5L et +	1,0	0,6	1,2	**1,0**
Bassines	0,7	0,2	0,8	**0,6**
Outils aratoires	0,5	1,1	0,2	**0,6**
Supports de couchage	0,6	1,5	0,4	**0,8**
Couvertures/ draps	0,6	1,1	0,1	**0,6**
Habits complets pour femme	1,3	0,5	0,9	**1,0**
Habits complets pour enfant	1,8	0,5	1,1	**1,2**

Éducation

L'axe compte 9 écoles primaires (EP) et 9 écoles secondaires : Les EP Mwanangiza est à Lusangi, Kilunguyi à Maviyakuku, Tugulugulu à Kasesa, Mtandiko à Mukoko, Matu à Matu, Kimabwe à Kibenga, Kalizi à Kilizi, Muyombo à Kilala, Makupa à Selemba ; et les instituts Tengetenge à Kibenga, Sadi à Kibenga, Kana à Matu, Faida à Lusangi, Bamba à Lusangi, Alimwinyi à Kalala, Maindombe à Mwanakusu, Mulanda à Selemba et Lulindi à Lusangi. Toutes les écoles visitées sont en briques adobes et couvertes de paille à l'exception de l'EP Tugulugulu, l'Institut Sadi, l'EP Kimabwe, l'EP Muyombo et l'EP Maïndombe qui sont en briques cuites et couvertes de tôles. Toutes ces écoles sont fonctionnelles bien que les enfants étaient en vacances au moment de l'enquête. Ces écoles ont des besoins en latrines hygiéniques, en poubelles et en dispositifs lave mains.

Par ailleurs, aucune des écoles de l'axe ne dispose de point d'eau aménagé à moins de 500m.

Les écoles manquent de pupitres, portes, fenêtres, manuels scolaires ainsi que de matériels didactiques et récréatifs. Ces écoles ont aussi besoin de la construction de bâtiments scolaires en matériaux durables.
Il convient de noter que lors des récents affrontements, les écoles n'ont pas été attaquées directement, mais ces dernières avaient subi des dommages lors des affrontements passés dans les années antérieures. La prime scolaire payée au cours de l'année scolaire 2018-2019 par les parents varie entre 2000 FC et 4000 FC par mois par élève à l'école primaire et entre 4500 FC et 6000 FC/mois à l'école secondaire.

Avant la crise, soit avant les grandes vacances, les élèves fréquentant une école primaire étaient 2 449 et ceux fréquentant une école secondaire étaient de 1 423. La variation de la fréquentation des écoles n'a pas été relevée car l'évaluation a eu lieu dans les grandes vacances, période pendant laquelle les écoles sont fermées.

Tableau 4: Indicateurs liés à l'éducation (avant la crise et actuellement)

	Avant la crise	Actuellement
Nombre d'écoles (primaires/secondaires) ouvertes	18	18
Nombre de salles de classes opérationnelles	111	111[2]
Proportion des salles de classe partiellement / totalement détruites	0%	0%
Proportion d'enfants de 6-11 ans déplacés déscolarisés	16%	Non évalué[3]
Proportion d'enfants de 6-11 ans retournés déscolarisés	8%	Non évalué
Proportion d'enfants de 6-11 ans retournés déscolarisés	11%	Non évalué
Nombre d'enfants qui fréquentent une école primaire ou secondaire	3 872	Non évalué

[2] D'après les échanges avec les responsables des écoles, ces derniers estiment qu'il n'y aura pas de variation sur le nombre de salles de classes à ouvrir pour la prochaine rentrée scolaire.

[3] Non évalué : Les données sur la fréquentation des écoles n'ont pas été prélevées car les élèves sont actuellement dans les grandes vacances

Santé

L'axe évalué compte **sept (07) structures sanitaires dont trois (03) centres de santé** (Kasesa, Kilaulau et Kagulu[4]) et **trois (03) postes de santé** (Matu, Selemba et Kibenga) et **un (01) Hôpital général** à Lusangi. Les CS de Kasesa et de Kilaulau, le Poste de Santé (PS) de Matu et l'Hôpital général de Lusangi sont en briques cuites et couverts des tôles alors que les postes de santé de Selemba et Kibenga sont tous en briques adobes et couverts de paille. Le CS Kilaulau et l'hôpital général de Lusangi ont des latrines, des incinérateurs, des fosses à placenta et des douches alors que le CS de Kasesa a un incinérateur, une latrine non hygiénique et les trois postes de santé ne possèdent aucune de ces infrastructures.

Par ailleurs, toutes les structures ont besoin de matériels de laboratoire, lits, matelas, ainsi que d'un accès à un point d'eau potable à environ 500 m. La moyenne des frais de consultations dans les différentes structures est de 2417 FC (le minimum de 1500 FC et le maximum de 4 000 FC). Cependant, les ménages disent ne pas avoir assez des moyens financiers pour payer l'accès aux soins de santé. L'accès physique aux soins ne pose pas problèmes sur l'axe étant donné la présence des plusieurs structures de santé. Comme on peut le constater sur le tableau en annexe 2 de ce rapport, le paludisme, les infections respiratoires aigües et les diarrhées simples sont les maladies avec le nombre de cas les plus élevés.

Eau, Hygiène et Assainissement

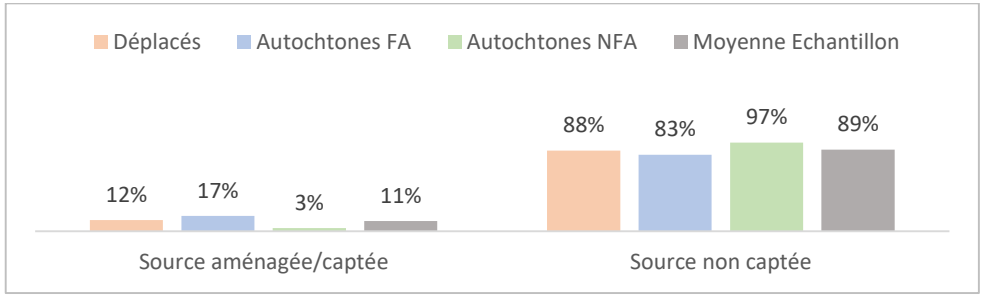
Selon les participants aux groupes de discussion, Il y a **33 points d'eau opérationnels sur l'axe** dont 20 sources non aménagées et 13 sources aménagées. Les 20 sources non aménagées se trouvent à Kasesa (3), à Mukoko (2), Maviyakuku (2), Kibenga (1), Matu (1), Selemba (1), Kalala (1), Kalizi (1), Mwanakusu (1), Lusangi (7). Les 13 sources aménagées se trouvent à Kibenga (1), Matu (1 à réhabiliter), Selemba (1), Mwanakusu (1, à réhabiliter), Kilala (2, à réhabiliter) et Lusangi (7).

11% des ménages ont accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500m du domicile ;

Les entretiens avec les ménages ont montré que, **pour l'eau de boisson**, les ménages s'approvisionnent essentiellement, **aux sources non captées (89%).** Avant la crise ils s'approvisionnaient essentiellement **aux mêmes sources non captées (87%)**.

Avant la crise, les ménages consommaient en moyenne 91 litres d'eau par jour (40 litres pour la boisson et 51 litres pour les autres usages) et **cette quantité est passée à 77 litres actuellement (31 litres pour la boisson et 46 litres pour les autres usages) soit 8,5 litres par personne par jour[5],** quantité inférieure aux 15 litres par personne par jour (minimum recommandé par les normes SPHERE). La faible possession des récipients de puisage et de stockage de l'eau expliquerait cette diminution.

Figure 9: Principales sources d'approvisionnement des ménages en eau de boisson (actuellement)



[4] Le CS de Kagulu n'a pas pu être évalué par les équipes ACTED. Les difficultés d'accès sur le terrain ont fait qu'il n'aurait été possible d'y accéder que la nuit ce qui contrevient aux règles de sécurité

[5] La taille moyenne d'un ménage de l'axe 9 conformément aux réponses données par les ménages dans le cadre de cette enquête

82% des ménages ont des latrines mais **la proportion de ménages ayant accès à des latrines hygiéniques est passée de 2% avant la crise à 0% actuellement.**

24% des ménages ont déclaré qu'au moins un de leurs enfants de moins de 5 ans a eu la diarrhée dans les deux semaines qui ont précédé l'enquête. Lorsque les enfants ont la diarrhée, les parents leur donnent des médicaments traditionnels (22%), ils vont à la pharmacie (**19%**), ils vont à l'hôpital (**12%**), ils donnent de l'eau avec du sel et sucre (**8%**) ou ne font rien (**2%**).
9% des ménages déclarent se laver les mains avant le repas et après être allé aux toilettes. **30%** utilisent du savon, **15%** de la cendre tandis que **55%** déclarent n'utiliser que de l'eau pour se laver les mains.

Tableau 5: Indicateurs liés à l'eau, l'hygiène, l'assainissement et la santé (avant la crise[6] et actuellement)

	Avant la crise	Actuellement
Nombre de litres d'eau consommés par jour (moyenne ménage)	40	31
Nombre de litres d'eau consommés pour les activités ménagères (moyenne ménage)	51	46
% de ménages ayant accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500m du domicile	13%	11%
% de ménages ayant accès à une latrine hygiénique	2%	0%
% de ménages utilisant de l'eau et du savon pour se laver les mains		30%
% de ménages ayant une installation pour se laver les mains près des latrines		0%
% de ménages se lavant les mains avant le repas et après s'être allé aux toilettes		9%
Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans dans les deux semaines précédant l'enquête		24%

Protection

64% des ménages déclaraient se déplacer de manière sécuritaire dans et aux alentours du village avant la crise contre **26% après la crise. Les principales craintes exprimées par la population sont** la crainte des enlèvements et le fait de devoir payer de l'argent au niveau des barrières routières.

[6] Les informations avant la crise pour les quatre dernières sections n'ont pas été collectées car jugées peu fiables suite à l'impossibilité de trianguler les déclarations de ménages avec l'observation

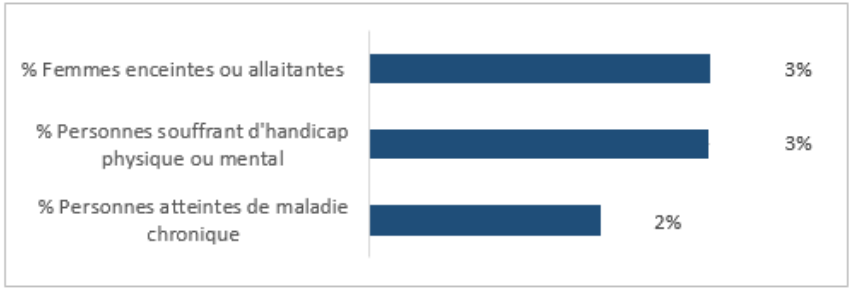
Il n'existe aucune structure judiciaire, mais les différends entre membres de la communauté sont réglés par les chefs des localités ou sont transférés au chef de groupement et de secteur.

Au mois d'août 2019 un habitant du village de kasesa a été enlevé puis libéré après que sa famille ait déboursé une somme de 500 000 FC. De plus des hommes font payer pour le passage par les villages de Mwanangoy et Kibenga. Ils exigent un montant de 500 FC pour les piétons et de 1000 FC pour les motocyclistes.

.

Les femmes enceintes ou allaitantes (**3%**) sont la catégorie la plus nombreuse de personnes vulnérables au sein de la population.

Figure 10: Personnes vulnérables au sein de la population



Besoins prioritaires exprimés par les ménages

Les besoins prioritaires exprimés par les ménages sont :

- Nourriture
- Kit de couchage

Perspectives et recommandations

Au vu des différentes données présentées tout au long de ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages, il est nécessaire de formuler quelques recommandations stratégiques/opérationnelles en vue d'un appui aux populations de l'axe visé par cette évaluation.

Activités génératrices de revenus

Depuis la crise, le revenu moyen mensuel a chuté de **90%** en moyenne pour tous les ménages ; **74%** de ménages enquêtés sont actuellement endettés et leur endettement moyen est de **54 290 FC**. L'agriculture étant la principale source de revenu des ménages nous **recommandons un appui pour la relance agricole vivrière et maraichère** (distribution des semences et outils aratoires). En parallèle de cette relance agricole devront se tenir des **séances de sensibilisation des agriculteurs sur la diversification des semences dans les champs et sur l'importance des cultures maraichères**.

Sécurité alimentaire

Au vu des différents indicateurs de sécurité alimentaire présentés plus haut, et dont les résultats sont inquiétants(**SCA moyen de 30,5 avec 45% des ménages ayant un SCA pauvre ; SDAM moyen de 4,6 ; 44% des ménages ont en moyenne une diversité alimentaire faible ; l'ISS moyen est de 19,9** et **76% des ménages ont un ISS supérieur ou égal à 20),** nous recommandons une assistance alimentaire sous forme de foire alimentaire en faisant des accords avec les commerçants de Wamaza (60km de Lusangi) et de Salamabila (120 km de Lusangi).

L'axe Lusangi-Maviyakuku est long de 35 km et ne dispose que de deux petits marchés qui ne semblent pas pouvoir être pris comme base d'une intervention cash. En effet leur taille ne permettrait pas d'absorber le cash distribué lors d'une intervention sous cette modalité.

Abris et Articles Ménagers Essentiels

59% des ménages rencontrés vivent dans leurs propres abris/parcelles (autochtones) et **41% en famille d'accueil** (exclusivement les déplacés). Les maisons sont majoritairement construites en briques adobes et couvertes de paille. **62% des toits des abris visités suintent en saison des pluies et 55% d'entre eux présentent un risque d'affaissement.** Au sein des

abris, une personne occupe en moyenne 2 m^2 et les autochtones NFA sont les plus affectés avec 1,6 m^2 par personne en moyenne. Les abris des autochtones ne demandant que la réhabilitation, nous recommandons la réhabilitation de leurs abris (toiture et mur).

Par ailleurs, le score card AME moyen des ménages est de 3,9 et 98% des ménages présentent un Score Card AME supérieur à 3. Les ménages autochtones sont les plus vulnérables, avec 100% d'entre eux ayant un score card AME supérieur à 3. Les ménages ont plus besoin des bassines (seulement 0,6 par ménage), d'outils aratoires (seulement 0,6 par ménage) et de couvertures/drap (0,6 par ménage).

Cependant, les ménages souhaiteraient plutôt recevoir, par ordre de priorité, les gobelets métalliques, couteaux de cuisine, savons de lessive, casseroles, assiettes, cuillères métalliques, couvertures, nattes, matelas, bâches, bassines, habits pour femme, bidons et habits pour enfant.

Education

L'axe compte 9 écoles primaires et 9 écoles secondaires. Ces écoles n'ont pas accès à un point d'eau aménagé à moins de 500 m. Les besoins sont principalement marquées par le manque de latrines hygiéniques, les dispositifs de lavage des mains, les manuels scolaires, les matériels didactiques/récréatifs, les pupitres, les portes, les fenêtres ainsi que de bâtiments scolaires en matériaux durables. Ainsi, des interventions pour répondre à ces besoins sont recommandées.

Santé

L'axe est desservi par sept (07) structures sanitaires dont trois (03) Centres de Santé, trois (03) Postes de Santé et un (01) Hôpital général de référence. Les trois postes de santé ne possèdent pas des latrines ni douches hygiéniques, ils manquent d'incinérateur, de fosse à placenta et de fosse à ordures. Par ailleurs, toutes les structures ont besoin de matériels de laboratoires, lits et matelas ainsi que d'un accès à un point d'eau à environ 500 m. Par conséquent des interventions pour répondre à ces besoins sont recommandées.

Eau, Hygiène et Assainissement

11% des ménages ont accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500m du domicile. Les entretiens avec les ménages ont montré que, pour l'eau de boisson, les ménages s'approvisionnent essentiellement, aux sources non captées (89%) . Avant la crise, les ménages consommaient en moyenne 91 litres d'eau par jour et cette quantité est passée à 77 litres actuellement soit 8,5 litres par personne par jour, quantité inférieure à 15 litres par personne par jour. Ainsi, nous recommandons l'aménagement et la réhabilitation des points d'eau potable et la conduite des sensibilisations sur les questions d'eau, hygiène et assainissement (la construction et l'utilisation des latrines hygiéniques, le creusage des trous à ordures, l'installation de stations lave mains et la pratique du lavage des mains avec savon ou cendre).

Protection

64% des ménages déclaraient se déplacer de manière sécuritaire dans et aux alentours du village avant la crise contre 26% qui déclarent le faire après la crise. Cette augmentation du sentiment d'insécurité peut s'expliquer en partie par un enlèvement ayant eu lieu au cours du mois d'aout 2019 dans le village de kasesa et par les différentes barrières tarifaires qui existent pour traverser les villages de Mwanangoy et Kibenga. De plus les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes souffrants d'handicap physique (3%) constituent la catégorie de personnes vulnérable la plus importante au sein de la population. Le conflit qui a des répercussions sur cet axe ayant pour base un conflit d'intérêt sur les ressources minières entre les paysans et la société minière BANRO, nous recommandons des plaidoyers auprès des autorités politico administratives et militaires qui peuvent apporter des solutions durables à ce conflit.

Logistique

L'axe Lusangi– Maviyakuku s'étend sur 35 km. L'axe est accessible à tous les engins roulants en saison sèche mais difficilement accessible en saison des pluies. On trouve plusieurs bourbiers sur l'axe sur la partie Gego 1 et Gego 2 (cette partie se trouve à 23km de Lusangi centre). Un pont est également en état de délabrement avancé et présente un risque pour la sécurité des conducteurs. Par conséquent, nous recommandons une réhabilitation de la route et du pont mentionné en vue de faciliter la circulation des engins en saison de pluie.

Pour plus d'information

Maxime Verger
Coordinateur de zone Ex Katanga
Kalemie, ACTED – RDC
maxime.verger@acted.org

Haby Sy Savane
Responsable Suivi et Evaluation Pays
Kinshasa, ACTED – RDC
haby.sy-savane@acted.org

Annexe 1 : Démographie de l'axe évalué[7]

Localités enquêtés	Avant la crise			Actuellement				Villages de provenance	
	Total individus	Total ménages	Ménages hôtes	Total individus	Total ménages	Ménages déplacés	Ménages hôtes	Ménages déplacés	Ménages retournés
Kasesa	1596	266	266	2598	433	167	266	Penemwimba, Mabanda, Kisanga, Mwanangoy	
Mukoko	1008	168	168	1818	303	135	168		
Maviyakuku	846	141	141	1410	235	94	141		
Kibenga	1668	278	278	2988	498	220	278		
Matu	1446	241	241	2586	431	190	241		
Selemba	1134	189	189	1944	324	135	189		
Kalala	900	150	150	1560	260	110	150		
Kalizi	1146	191	191	1926	321	130	191		
Mwanakusu	588	98	98	1050	175	77	98		
Kilala	882	147	147	1398	233	86	147		
Lusangi	5 400	900	900	8676	1 446	546	900		
Total	**16 614**	**2 769**	**2 772**	**27954**	**4 659**	**1 890**	**2 769**		

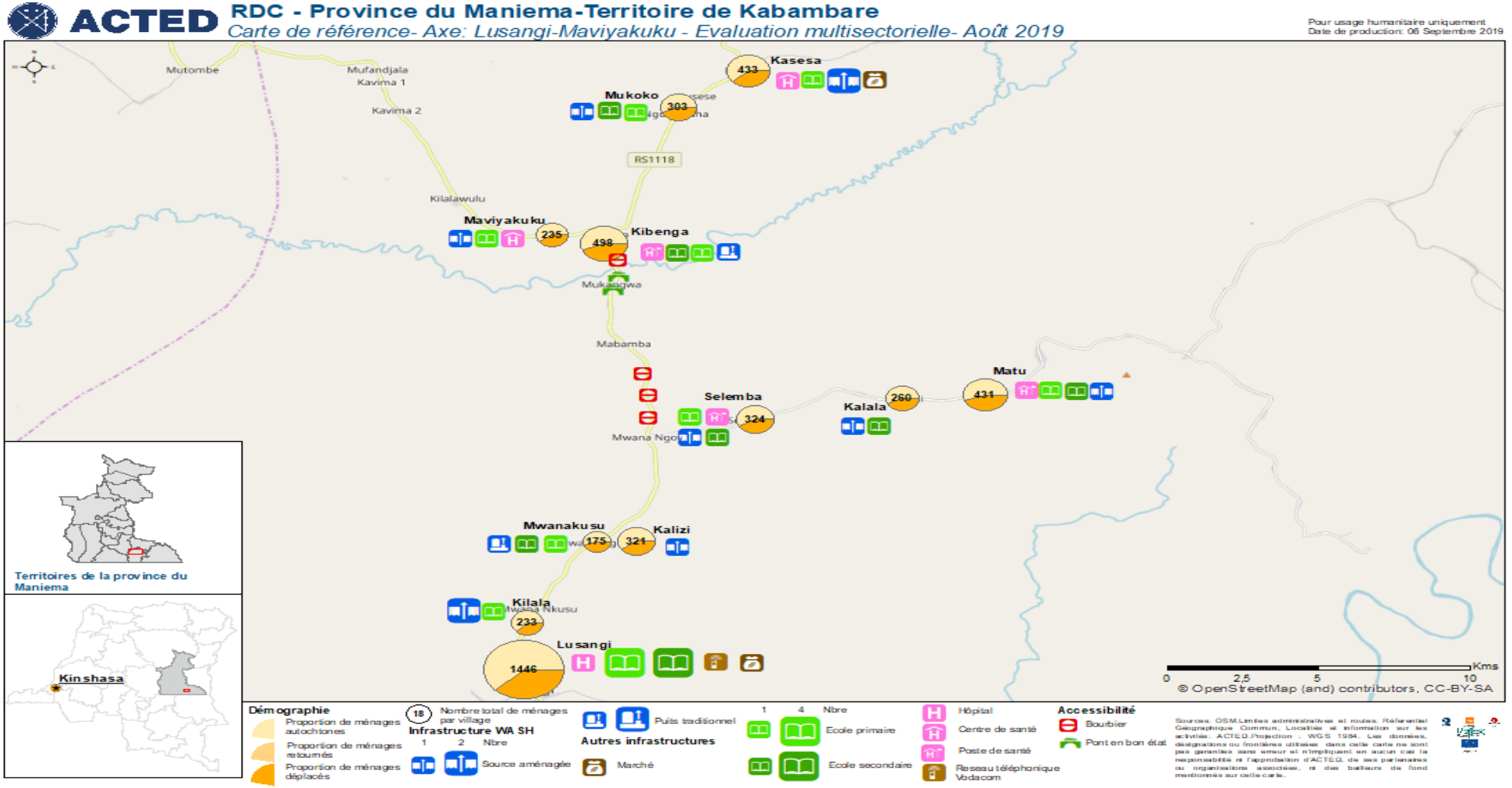
[7]Pas de mouvement de retour constaté sur terrain.

Annexe 3 : Nombre des cas de maladies les plus répandues dans les CS de l'axe au cours du mois de mars et d'avril 2019[8]

Maladies	Cas chez les enfants de 0 - 59 mois	Cas chez les personnes >60 mois	Total de cas	% enfants 0-59mois
Aire de santé Sante Kasesa				
Typhoïde	0	0	0	0%
Amibiase	0	0	0	0%
Diarrhée simple	25	7	32	78%
Ascaridiose	RAS[9]	RAS	RAS	0%
Paludisme	104	39	143	73%
IRA[10]	27	10	37	73%
Anémie	0	0	0	0%
Malnutrition	4	0	4	100%
Aire de santé Kilalaulu				
Typhoïde	1	1	2	50%
Amibiase	1	3	4	25%
Diarrhée simple	28	15	43	65%
Ascaridiose	RAS	RAS	RAS	
Paludisme	117	77	194	60%
IRA	49	18	67	73%
Anémie	1	0	1	100%
Malnutrition	0	0	0	0%

[8] Source : Rapports SNIS des Centres de Santé visités
[9] RAS : Données non disponibles, ce CS manque de microscope.
[10] IRA : Infection Respiratoire Aigüe.

Annexe 3 : Cartographie des sites enquêtés



Annexe 4 : Variation des prix sur l'axe

Article	Unité	Prix avant la crise (FC)	Prix après la crise (FC)	Constat	Explication
Haricot	Kg	1 800	3 000	Augmentation	Perturbation des commerces et arrivée des déplacés
Riz	Kg	375	750	Augmentation	idem
Sel	Kg	1 000	1 400	Augmentation	idem
Farine de maïs	Kg	500	700	Augmentation	idem
Huile de palme	Kg	1 300	650	Diminution	Diminution des grands acheteurs du Maniema et d'ailleurs pour raison d'insécurité dans la zone.
Pagne	Pièce	10 000	15 000	Augmentation	Perturbation des commerces et arrivée des déplacés
Couverture (karokaro)	Pièce	6 000	9 000	Augmentation	idem
Bassine plastique de 15 litres (Nyota)	Pièce	4 000	6 000	Augmentation	idem
Casserole (5 litres)	Pièce	5 000	7 000	Augmentation	idem
Bidon de 20 litres	Pièce	3 500	6 000	Augmentation	idem
Bâche de 4x5 M	Pièce	14 000	20 000	Augmentation	idem